

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1948

179/180 (6.7.1948) (2./6.7.1948)

JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE
GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires
Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,
Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen
Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,
Amtliche Bekanntmachungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information,
Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, 65 Lichtentaler Straße, Baden-Baden

Abonnements : Un an, 40 Marks / Sarre : 800 frs.
Annonces légales : 90 pfg la ligne / Sarre : 18 frs.

Abonnement : Ein Jahr : 40 M. / Saarland : 800 Frk.
Amtliche Bekanntmachungen die Zeile 90 Pfg. / Saarland : 18 Frk.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen

SOMMAIRE

Pages

Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandement en Chef Français en Allemagne.	
Décision No 70 du Général Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 30 Juin 1948 portant création d'une commission de l'architecture et de l'urbanisme	1575
Décision No 71 en date du 23 Juin 1948	1576
Annonces Légales	357

INHALT

Seite

Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des Commandement en Chef Français en Allemagne.	
ANORDNUNG Nr. 70 des Général Commandant en Chef Français en Allemagne vom 30. Juni 1948 über die Schaffung einer Architektur- und Städtebau-Kommission	1575
ANORDNUNG Nr. 71 vom 23. Juni 1948	1576
VERORDNUNG Nr. 160 des Commandant en Chef Français en Allemagne über die Geldreform vom 26. Juni 1948, Berichtigung	1577
AMTLICHE BEKANNTMACHUNGEN	357

DÉCISIONS (Anordnungen)

DÉCISION No 70

du Général Commandant en Chef Français en Allemagne portant création d'une commission de l'Architecture et de l'Urbanisme

Le Général Commandant en Chef Français en Allemagne,
Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945 et celui du 30 Avril 1947,
Vu l'Arrêté du 4 Avril 1948 du Secrétaire d'Etat aux Affaires Allemandes et Autrichiennes portant organisation, attributions et effectifs des services français de Gouvernement d'Administration et de Contrôle en Allemagne,

ANORDNUNG Nr. 70

des Général Commandant en Chef Français en Allemagne über die Schaffung einer Architektur- und Städtebau-Kommission.

Der Général Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf
das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,
die Verfügung vom 4. April 1948 des Secrétaire d'Etat aux Affaires Allemandes et Autrichiennes über die Organisation, die Befugnisse und Bestände der französischen Dienststellen der Regierung, der Verwaltung und Kontrolle in Deutschland,

Vu la Décision du Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 12 Avril 1948 portant création d'un Secrétariat Général du Commandement en Chef Français en Allemagne,

DÉCIDE :

ART. 1er — Il est créé auprès du Général Commandant en Chef Français en Allemagne une Commission de l'Architecture et de l'Urbanisme.

ART. 2 — Cette Commission est présidée par le Général Commandant en Chef Français en Allemagne ou son représentant. Elle se compose de douze membres désignés par le Commandant en Chef dont six de nationalité allemande et six de nationalité française choisis parmi les Architectes et experts qualifiés, par leurs travaux.

ART. 3 — La Commission dispose d'un Secrétaire Général permanent désigné par le Général Commandant en Chef.

ART. 4 — La Commission créée par l'article 1er de la présente décision est purement consultative,

Elle assiste le Commandant en Chef de ses Avis pour toutes les questions relatives notamment à l'architecture, à l'urbanisme et à la reconstruction. Elle est saisie par le Général Commandant en Chef. Elle doit être obligatoirement entendue pour l'élaboration ou l'approbation de tous textes législatifs ou réglementaires, de quelle qu'autorité qu'ils émanent avant que ceux-ci ne soient transmis au Comité Juridique prévu par l'Ordonnance No 3 du 22. 8. 1945 et par décision du Général Commandant en Chef en date du 27 Décembre 1947.

ART. 5 — Les Autorités compétentes du Commandement en Chef Français en Allemagne sont chargées de l'exécution de la présente Décision qui sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN le 30 Juin 1948

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne,
P. KOENIG.

die Anordnung des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 12. April 1948 über die Errichtung eines Secrétariat Général du Commandement en Chef Français en Allemagne, folgende

ANORDNUNG :

Artikel 1. Beim Général Commandant en Chef Français en Allemagne wird eine Architektur- und Städtebau-Kommission geschaffen.

Artikel 2. Den Vorsitz in dieser Kommission führt der Général Commandant en Chef Français en Allemagne oder sein Stellvertreter. Sie besteht aus 12 vom Commandant en Chef ernannten Mitgliedern, darunter 6 deutscher und 6 französischer Nationalität, die unter den Architekten und Fachleuten nach ihren Leistungen ausgewählt werden.

Artikel 3. Die Kommission hat einen ständigen, vom Général Commandant en Chef ernannten Generalsekretär.

Artikel 4. Die durch Artikel 1 dieser Anordnung geschaffene Kommission hat einen ausschließlich beratenden Charakter.

Sie unterstützt den Commandant en Chef mit ihren Gutachten in allen Fragen, die sich vor allem auf Architektur, Städtebau und Wiederaufbau beziehen. Sie wird vom Général Commandant en Chef herangezogen und muß bei der Ausarbeitung oder Genehmigung aller Gesetze und Vorschriften, gleichviel von welcher Behörde sie stammen, gehört werden, bevor diese gesetzlichen Bestimmungen dem in der Verordnung Nr. 3 vom 22. 8. 45 und in der Anordnung des Général Commandant en Chef vom 27. 12. 47 vorgesehenen Comité Juridique vorgelegt werden.

Artikel 5. Die zuständigen Behörden des Commandant en Chef Français en Allemagne werden mit der Durchführung dieser Anordnung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 30. Juni 1948.

Der Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

DÉCISION No 71

Le Général Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'Arrêté du 4 Avril 1948 du Secrétaire d'Etat aux Affaires Allemandes et Autrichiennes portant organisation, attributions et effectifs des Services français de gouvernement, d'administration et de contrôle en Allemagne,

Vu la décision du Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 12 Avril 1948 portant création d'un Secrétariat Général du Commandement en Chef Français en Allemagne,

Vu l'Ordonnance No 1 en date du 28 Juillet 1945 maintenant en vigueur les Ordonnances et Règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié,

Vu la Loi No 52 du Commandement Suprême Interallié,

Vu la Décision No 16 / CC / CAB du Commandant en Chef en date du 24 Juillet 1945, concernant la mise sous séquestre de tous biens, droits et intérêts en Zone Française d'Occupation de l'I. G. Farben Industrie,

Vu l'Arrêté No 9 du 10 Novembre 1945 du Commandant en Chef concernant la nomination d'administrateurs séquestres pour certaines entreprises mises sous contrôle,

Vu la décision No 40 de l'Administrateur Général en date du 23 Janvier 1946 nommant Mr. Jean-Pierre FOUCHIER Administrateur-

ANORDNUNG Nr. 71

Der Général Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf

das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

die Verfügung vom 4. April 1948 des Secrétaire d'Etat aux Affaires Allemandes et Autrichiennes über die Organisation, die Befugnisse und Bestände der französischen Dienststellen der Regierung, der Verwaltung und Kontrolle in Deutschland,

die Anordnung des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 12. April 1948 über die Errichtung eines Secrétariat Général du Commandement en Chef Français en Allemagne,

die Verordnung Nr. 1 vom 28. Juli 1945 über die Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Interallié oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen,

das Gesetz Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié,

die Anordnung Nr. 16 CC/CAB des Commandant en Chef vom 24. Juli 1945 über Anordnung der Zwangsverwaltung über alle Vermögenswerte, Rechte und sonstigen Interessen der I. G. Farbenindustrie im französischen Besetzungsgebiet,

die Verfügung Nr. 9 vom 10. November 1945 des Commandant en Chef betreffend die Ernennung von Zwangsverwaltern für gewisse unter Kontrolle gestellte Unternehmen,

die Anordnung Nr. 40 des Administrateur Général vom 23. Januar 1946 über die Ernennung von Herrn Jean-Pierre Fouchier zum Zwangsverwalter aller Vermögenswerte, Rechte und sonstigen

Séquestre des biens, droits et intérêts situés en Zone Française d'Occupation, appartenant à l'I. G. Farben Industrie,

Vu la décision No 65 du Général Commandant en Chef Français en Allemagne apportant limitation aux pouvoirs de l'administrateur-séquestre de l'I. G. Farben Industrie,

Vu la Loi No 9 du Conseil de Contrôle en date du 30 Novembre 1945 concernant la saisie des biens appartenant à l'I. G. Farben Industrie et le contrôle des dits biens,

Vu la décision d'affectation de Mr. de FOUCHIER Jean au poste d'Officier de Contrôle,

DÉCIDE :

ART. 1er. — A compter de la publication de la présente décision, Mr. JOLIBOIS Pierre, président du Conseil de Contrôle de l'I. G. Farben, est chargé de la gestion et du contrôle des biens, droits et intérêts de l'I. G. Farben en Zone Française d'Occupation.

Il assume notamment les fonctions dévolues d'une part à l'Officier de Contrôle nommé en application de la Loi No 9, et, autre part, à l'Administrateur-Séquestre désigné en exécution de la Loi No 52.

ART. 2. — La Décision No 40 du 23 Janvier 1946 est en conséquence abrogée.

ART. 3. — Est également abrogée la décision désignant Mr. de FOUCHIER comme Officier de Contrôle.

ART. 4. — Les Autorités compétentes du Commandement en Chef Français en Allemagne sont chargées de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 23 Juin 1948

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

Interessen, die der I. G. Farbenindustrie im französischen Besetzungsgebiet gehören,

die Anordnung Nr. 65 des Général Commandant en Chef über die Begrenzung der Vollmachten des Zwangsverwalters der I. G. Farbenindustrie,

das Gesetz Nr. 9 des Kontrollrats vom 30. November 1945 über Beschlagnahme und Kontrolle des Vermögens der I. G. Farbenindustrie,

die Anordnung über Bestellung des Herrn Jean Fouchier zum Kontrollbeamten,

folgende

ANORDNUNG :

Artikel 1. Vom Tage der Veröffentlichung dieser Anordnung an wird Herr Pierre Jolibois, Vorsitzender des Kontrollausschusses der I. G. Farbenindustrie, mit der Leitung und Kontrolle der Vermögenswerte, Rechte und sonstigen Interessen der I. G. Farben im französischen Besetzungsgebiet beauftragt.

Er übernimmt insbesondere alle Aufgaben, die dem in Durchführung des Gesetzes Nr. 9 ernannten Kontrollbeamten und dem in Durchführung des Gesetzes Nr. 52 bestellten Zwangsverwalter zukommen.

Artikel 2. Die Anordnung Nr. 40 vom 23. Januar 1946 wird daher aufgehoben.

Artikel 3. Desgleichen wird die Anordnung über Ernennung des Herrn Fouchier zum Kontrollbeamten aufgehoben.

Artikel 4. Die zuständigen Behörden des französischen Oberkommandos in Deutschland werden mit der Durchführung dieser Anordnung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 23. Juni 1948.

Der Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

BERICHTIGUNG

**Verordnung Nr. 160 des Commandant en Chef Français en Allemagne
über die Geldreform vom 26. Juni 1948**

(Veröffentlicht im Journal Officiel Nr. 177 vom 27. Juni 1948,
Seite 1539)

Artikel 14, Paragraph 36, Abs. 1:

Anstatt :

„Vorbehaltlich einer allgemeinen Regelung für die Ansprüche der im Paragraph 35 bezeichneten Personen und Vereinigungen finden die Vorschriften im zweiten, dritten und vierten Abschnitt von Teil II dieses Gesetzes auf folgende Reichsmarkverbindlichkeiten Anwendung :“

muß es heißen :

„Vorbehaltlich einer allgemeinen Regelung für die Ansprüche der im Paragraph 35 bezeichneten Personen und Vereinigungen finden die Vorschriften im zweiten, dritten und vierten Abschnitt von Teil II dieses Gesetzes auf folgende Reichsmarkverbindlichkeiten keine Anwendung :“

